

Polytechnique, une école d'Etat trop proche des entreprises privées ?

Olivier Monod

Un rapport pointe l'omniprésence à l'X des multinationales dans les chaires, la fondation maison, les partenariats et la vie étudiante. Un entrisme qui retarderait l'arrivée des contenus liés à la transition écologique dans les cours et enfermerait les futurs ingénieurs vers un seul modèle de réussite professionnelle.

L'école Polytechnique, et avec elle certains des cerveaux les plus brillants du pays, serait-elle «sous emprise» ? C'est la thèse de l'Observatoire des multinationales qui dénonce, [dans un rapport publié ce mercredi 17 septembre](#), la manière dont «les intérêts privés» façonneraient cette «école d'Etat» à l'heure de l'urgence écologique. On y apprend, par exemple, que la chaire Défis technologiques pour une énergie responsable de l'X [est financée par TotalEnergies](#), et que celle sur la Mobilité urbaine intégrée reçoit des subsides d'Uber.

Certes le privé ne représente que 15 % du budget de la grande école. Mais selon le site associatif, il faut regarder au-delà du bilan comptable pour mesurer son influence. C'est une stratégie d'influence protéiforme que le rapport décrit : entrisme via les sièges au conseil d'administration, [la fondation de l'école](#), l'association des anciens élèves, des stands au forum de l'emploi, des chaires ou encore le parrainage des promotions.

Une présence qui pèserait sur le contenu des cours. Selon l'Observatoire citoyen, la part accordée à l'écologie – 3 % – dans le cursus d'un polytechnicien, est ainsi «révélatrice des tensions entre la satisfaction des intérêts du monde économique et la mission fondamentale de l'Ecole». A l'issue de ce travail, le polytechnicien Romain Poyet, son auteur, se dit «surpris de voir comment seules quelques personnes ont un pouvoir décisif sur l'école». Lui-même suit un parcours en agroécologie après avoir achevé son cursus à l'X.

Sollicitée par Libération pour réagir, la direction de l'école insiste sur la «grande diversité d'acteurs socio-économiques» que ses étudiants sont amenés à fréquenter. «L'X forme des ingénieurs et des scientifiques dans des cursus professionnalisants», argue-t-elle. Et d'insister sur l'ouverture de l'établissement à de nombreux acteurs extérieurs. «Nos partenariats avec une cinquantaine d'institutions universitaires, des institutions publiques (Cour des comptes, ministères, Ville de Paris, Giec) et des entreprises, témoignent de la richesse des opportunités et des rencontres offertes à nos élèves et étudiants», dit-elle. Tout en se montrant suspicieuse sur les chiffres avancés dans le rapport, qu'elle assure «ne pas reconnaître».

Jeunesse sensibilisée aux questions écologiques

Hasard du calendrier : la publication de ce rapport coïncide avec la sortie du livre *Désertons* (Les Liens qui libèrent, 24 septembre) de Jeanne Mermet, diplômée en 2019. Cette polytechnicienne raconte son parcours, de l'intégration à l'X à la bifurcation vers le milieu militant. Pour trouver du sens. Elle décrit notamment le lien entre les polytechniciens et

l'entreprise qui parraine leur promotion. Une relation qui se traduit par *«l'obligation d'assister à des petits déjeuners ou conférences au cours desquels des cadres viennent présenter l'activité de l'entreprise»* en échange de financements pour *«l'organisation de nos événements associatifs»*. Cette proximité avec les multinationales enfermerait les étudiants dans un seul modèle de réussite professionnelle, aux yeux des auteurs du rapport. *«A un moment où leurs convictions ne sont pas encore formées, on ne leur présente que des exemples de cabinets de conseils et de grands groupes internationaux, fustige Romain Poyet. Mais ce ne sont pas les modèles durables au regard des défis environnementaux !»*

Les pratiques dénoncées ce mercredi ne sont pas nouvelles, surtout dans les écoles d'ingénieurs. Polytechnique illustre la tension grandissante entre une partie de la jeunesse sensibilisée aux questions écologiques et des écoles presque exclusivement arrimées aux besoins industriels. Ainsi, ces dernières années, on a vu certains étudiants [se mobiliser contre l'implantation du pétrolier Total](#) sur le campus, [mais aussi du groupe de luxe LVMH](#), ou encore prendre la parole lors de la cérémonie de remise de diplôme pour questionner la nature de leur formation. En juin, comme l'a révélé *Libération*, certains élèves avaient interrompu ladite cérémonie, [furieux que la direction ait refusé de les laisser s'exprimer sur l'environnement](#).

«Une stratégie massive des multinationales pour modeler les étudiants à leur image»

Le rapport pointe aussi un manque de transparence de la direction et de sa volonté supposée d'étouffer les débats. L'Ecole a même saisi le Conseil d'Etat pour contester une décision imposant la publication des contrats de partenariat avec le privé, au nom du secret des affaires. La décision est attendue cette semaine.

L'école Polytechnique n'est pas une anomalie dans le paysage universitaire français. Dans un autre rapport, également publié ce mercredi 17 septembre, un nouveau collectif étudiant, appelé Entreprises illégitimes dans l'enseignement supérieur, dénonce, lui, *«une stratégie massive des multinationales pour modeler les étudiants à leur image et masquer l'incompatibilité de leurs modèles d'affaires avec les urgences sociales et climatiques»*. Ce groupe a entrepris de cartographier les liens qu'entretiennent les établissements d'enseignement supérieur avec les entreprises. Son but ? Expliquer *«comment, au fil des réformes et des partenariats, l'enseignement supérieur s'est transformé en un espace où se croisent intérêts publics et privés, avec des effets directs sur les contenus, la gouvernance et l'imaginaire des formations»*. A l'heure où la plupart des universités mettent en place des modules de sensibilisation à la transition écologique, les acteurs de terrain invitent les directions à aller plus loin. Guillaume Blanc est président de l'association Enseigner les enjeux socioécologiques dans le supérieur. Ce physicien se consacre désormais à ces formations. *«Les campus pourraient devenir des microsociétés expérimentales pour vivre la transition écologique»*, rêve-t-il à haute voix. Avant de redescendre sur Terre : *«Mais on en est loin.»*

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)